



Bernard Friot, *Prenons le pouvoir sur nos retraites*, Paris, La Dispute, 2023, 109 p., ISBN 9782843033315, 8 €.

L'auteur, professeur émérite de l'université de Nanterre, économiste et sociologue du travail, a depuis quelques décennies produit une œuvre importante et influente dans l'extrême gauche de notre pays. Animé par sa foi catholique et par un idéal communiste, il se livre à une critique fondamentale du capitalisme. L'Europe assiste avec intérêt au conflit qui a opposé le gouvernement dirigé par M^{me} Borne, sous l'autorité du Président Macron, aux syndicats et à une grande partie de la population à cause de la réforme du système des retraites. Si certains observateurs étrangers se font un plaisir de condamner une France gangrenée par des grèves incessantes, des violences et des revendications d'un autre âge, d'autres notent que sur le plan économique la France est attractive et relève plutôt mieux

les défis actuels que les autres pays européens (Covid, inflation, crise de l'énergie, etc.). La réactivité de sa population excite l'envie de plus d'un(e) citoyen(ne) européen(ne) qui aurait aimé que les masses se soulèvent contre les réformes locales du système des retraites. Ces dernières ont été dans l'ensemble bien plus sévères que celle du gouvernement français et, la plupart du temps, le niveau des retraites est inférieur à celui de la France. Dans ce contexte, qui a une évidente dimension européenne et internationale, il nous a paru intéressant de rendre compte d'une analyse et d'un projet politico-économiques français sous-tendant une partie de l'opposition à la loi que le Président Macron a promulguée récemment. Une « ouverture » sur la problématique générale, puis trois parties équilibrées : les concepts fondamentaux (l'opposition salaire différé – salaire continué), la définition des buts du combat à mener maintenant et l'objectif ultime : la retraite en tant que « chemin vers le travail et la citoyenneté communistes ». Ce bref ouvrage, écrit dans un style clair, n'est pas toujours d'une lecture facile, ce qui est tout à fait normal, si bien que l'auteur emploie parfois le très ancien procédé pédagogique du dialogue entre le maître et l'apprenant(e), dans l'objectif de faire ressortir les implications concrètes de sa réflexion théorique et pratique. L'« ouverture » revient sur tous les progrès accomplis au XX^e siècle, notamment après 1945 – ici le nom d'Ambroise Croizat est souvent cité, et sur la lutte entamée d'en haut depuis 35 ans pour les remettre en question fondamentalement. L'objectif du livre est de montrer que la retraite, « période heureuse », ne doit pas être conçue comme « la fin du travail », mais l'occasion de conquérir « le pouvoir sur le travail ». En effet, dans la 1^e partie, la thèse essentielle de l'ouvrage est que la retraite n'est pas la récompense ajustable de cotisations versées (« salaire différé »), mais un « salaire continué » permettant d'enfin exercer des activités librement choisies et utiles à la société. Le modèle, représenté par les pensions versées aux fonctionnaires, a déjà orienté les réformes d'après 1945 – et a suscité à la même époque la naissance de l'ARGIC-ARRCO, qui est une réaction capitaliste fondée sur une retraite proportionnelle aux cotisations versées. La fonction publique serait d'ailleurs encore plus un « modèle » si l'auteur s'était tourné vers l'Allemagne, où les fonctionnaires ne cotisent pas pour leur pension et sont « alimentés » par l'État, selon leur qualification personnelle (leur « grade »), quand ils prennent leur retraite. Ainsi l'ouvrage oppose un « travailleur capitaliste » payé à la tâche (voire à la qualification du poste de travail) à un « travailleur communiste » payé selon sa qualification personnelle, cette dernière relation devant orienter aussi le montant des retraites. La 2^e partie explique l'obstination du président Macron comme la conséquence logique de tout ce qui est entrepris depuis 35 ans, depuis Chirac, premier ministre en 1987 : il fallait alors « sauver » la Sécurité Sociale, on supprima ainsi l'affranchissement gratuit des lettres et on décida d'indexer les pensions

sur les prix et non sur les salaires, ce qui était un système moins avantageux. Les retraités, payés en échappant à la pression du système capitaliste, doivent en effet, selon Bernard Friot, être récupérés par cette pression puisqu'ils représentent, dans leur liberté, un antimodèle pour le capitalisme. Une critique des dogmes de la religion capitaliste conclut cette partie – l'objectif de ces dogmes étant de donner l'avantage à ceux qui « avancent » l'argent, « investissent », « donnent » du travail – un travail qui est souffrance et qui conduit à condamner comme « assistés » ceux qui s'y dérobent. La 3^e partie expose la retraite comme le temps du bénévolat (rétribué) consenti : les individus échappent à la solitude, voire à la détresse du « senior » (l'auteur ose le mot « vieux ») en entreprise, quand ils travaillent, car près de la moitié d'entre eux est écartée du marché du travail en France. L'auteur propose de placer l'âge de la retraite à 50 ans, afin qu'à cet âge-là les individus, maltraités par le système actuel, exaspérés, puissent enfin « bien travailler ». « Comment on finance ? L'apologue qui clôt cet ouvrage préconise le changement d'assiette de la cotisation : la valeur ajoutée, et non la masse salariale » (p. 101). Cela doit tout de même poser un problème supranational de compétitivité de l'économie nationale. Par ailleurs le « problème » (si c'en est un) de l'allongement de la durée de vie et du coût que cela représente n'est pas vraiment abordé par ce livre. L'auteur de ces lignes, qui n'est pas économiste, se garde bien de juger définitivement la « faisabilité » d'une telle réforme – mais le doute semble tout de même permis. L'« apologue » terminal, un dialogue, rapporte une conversation de 2025. La réforme de la retraite à 50 ans a été appliquée. C'est le meilleur salaire qui est versé, porté au salaire moyen de 2500€, s'il est inférieur à ce dernier, le salaire maximum étant de 5000€. Pourtant, même dans ces conditions, on est tenté d'objecter que pour des raisons variées la retraite ne serait sans doute pas heureuse pour toutes et tous et que le niveau moyen de la retraite brute en France s'élève actuellement à 1400€ nets avant les impôts sur le revenu et autres taxes directes – les retraités ayant un niveau de vie légèrement supérieur à celui des actifs. Il n'en reste pas moins qu'il est intéressant de lire ce petit ouvrage qui fait songer, dans les solutions proposées, à ce que Friedrich Engels appela le « socialisme utopique ». Le versant critique peut paraître inspirant, notamment l'opposition entre « salaire différé » et « salaire continué ». François GENTON.